

<https://refuser-compteur-linky.fr/linky-grand-projet-inutile-impose/>

Non seulement Linky n'est absolument pas indispensable à la transition énergétique, mais il est coûteux (au moins 5 milliards d'euros), intrusif, et peut se révéler dangereux pour la santé. Pourtant, Enedis-ErDF, avec le soutien de l'État, entend bien l'imposer à chacun de ses 35 millions d'abonnés.

Le 26 mai 2015, les députés ont voté en faveur de la généralisation des compteurs électriques dits « intelligents », appelés Linky. Dès lors, Enedis-ErDF s'est lancé dans une gigantesque opération visant à remplacer les 34 millions de compteurs du pays, pour un coût estimé à au moins 5 milliards d'euros. Si ce n'est pas déjà fait, un installateur débarquera chez vous l'un de ces quatre matins pour vous poser le Linky, que vous le vouliez ou non. Car nos élus n'ont pas jugé utile de nous donner explicitement le droit de nous y opposer : ainsi, l'amendement proposé par la députée écologiste Laurence Abeille, qui devait permettre aux particuliers de refuser ce matériel chez eux, a été rejeté. Puisque nos représentants ont jugé que cette technologie était bonne pour nous, nous n'aurions plus qu'à l'accepter sans moufter. Problème, pour nos valeureux élus : des dizaines de collectifs de citoyens se sont créés et s'organisent depuis des mois pour lutter contre ce grand projet inutile et imposé. Il faut avoir l'arrogance d'un ministre ou d'un PDG pour imaginer qu'une opposition d'une telle ampleur a pu se construire sur

ramassis d'erreurs, de manipulations et de complotisme. La vérité étant que, tout bien compté, les avantages liés à ce vaste programme industriel sont bien maigres par rapport aux 5 milliards d'euros qu'il coûte. D'autant que la plupart des arguments avancés par les promoteurs du Linky sont totalement fallacieux, ce qui n'empêche pas ces mêmes promoteurs d'imposer de force leur petit matériel.

Confidentialité et utilité

À quoi serviront donc ces compteurs « intelligents » ? Essentiellement à recueillir des informations. « Ces données permettent de déduire des informations sur les habitudes de vie des consommateurs telles que l'heure du lever et du coucher, le nombre de personnes présentes dans le domicile, les périodes d'absence, ou encore, sous certaines conditions, le volume d'eau chaude consommée par jour », explique Sophie Nerbonne, directrice de la conformité à la Cnil (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés). Autant de données que pourront réclamer magistrats et police judiciaire, et que ErDF, sous certaines (petites) conditions, pourra revendre à ses partenaires commerciaux. Avec Linky, vous pourrez toujours verrouiller à double tour la porte d'entrée de votre logement et fermer vos volets, Enedis-ErDF parviendra encore à voir ce qu'il se passe chez vous.

Pour quel bénéfice ? Les promoteurs avanceront que ces compteurs sont indispensables à la réussite de la transition énergétique. Une vision que ne partage pas Marc Jedliczka, porte-parole de l'association Négawatt. « Si l'objectif est réellement de réaliser des économies d'énergie ou de développer les énergies renouvelables, il y a d'autres façons d'y parvenir, à un coût bien moindre ou pour des

résultats beaucoup plus probants. » Si on investissait ces milliards d'euros dans le développement de l'énergie solaire, par exemple, il est probable que la planète apprécierait beaucoup plus qu'en nous voyant fabriquer 35 millions de ces compteurs peu robustes destinés à mettre au rebus 35 millions de valeureux compteurs anciens. Passons. « Le réseau est pour l'instant aveugle, concède Marc Jedliczka. Pour caricaturer, la source d'information d'ERDF, c'est le téléphone : on appelle quand on n'a plus l'électricité. Il y a donc un besoin d'information. Mais en remplaçant tous les compteurs, on s'équipe d'un bazooka pour écraser une mouche ! » Un compteur par quartier ou par immeuble serait sans doute largement suffisant. Et bien moins cher !

« La rentabilité avant la santé »

Se pose aussi un problème de santé publique. Les données recueillies au sein de chaque foyer sont envoyées à des « concentrateurs », via des « répéteurs », lesquels communiquent avec un centre de gestion par des hyperfréquences de type GSM. Aux questions qui leur ont été posées, ministres et députés ont une réponse type : « Une expertise menée par le Centre de recherche et d'informations indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques (Criirem) a confirmé qu'il n'y avait pas de risque sanitaire aigu ni de risque d'effets physiopathologiques à craindre. » « C'est une présentation très malhonnête de notre expertise ! » tempête Pierre Le Ruz, président du Criirem. Car cette absence de risque concerne uniquement les « effets thermiques » de ces compteurs. Or, pour en subir, il faut se placer à quelques centimètres d'une antenne relais ou sous une ligne à haute tension. Mais le risque sanitaire à long terme (cancers, électrosensibilité) est

bien réel. La Criirem estime en effet qu'il faut se tenir à au moins 2 mètres d'un compteur et à au moins 5 mètres d'un répéteur ou d'un concentrateur pour éviter les ondes dangereuses. Mission quasiment impossible en immeuble. Quant à l'environnement extérieur, ces compteurs ne feront qu'« augmenter le brouillard électromagnétique », qui n'en avait pas besoin. « C'est du délire technologique, estime Pierre Leruz. On fait encore passer les problèmes de rentabilité avant les problèmes de santé. »

ERDF, seul gagnant ?

Car le seul bénéficiaire de cette généralisation, finalement, c'est Enedis-ERDF... Grâce à Linky, finis les déplacements pour relever les compteurs ou pour couper le courant aux « mauvais » payeurs – ou payeurs démunis, c'est selon. « On estime que cela pourrait faire disparaître 10 000 emplois, chez des sous-traitants d'ERDF », annonce Marc Jedliczka. Récapitulons : au mieux ; l'investissement créera 10 000 emplois le temps de la fabrication et de la pose des compteurs, lesquels détruiront 10 000 emplois durables... Et encore, en affinant le calcul, on s'aperçoit que la balance du programme Linky entre les emplois créés et les emplois détruits est largement déficitaire. L'industriel applique donc la bonne vieille recette consistant à utiliser les nouvelles technologies pour supprimer de l'emploi et augmenter sa rentabilité – sans baisser vos factures, évidemment. Dire qu'avec tout ça, les pro-Linky osent encore faire passer les opposants pour des hurluberlus paranoïaques et technophobes qu'il convient de mater au plus vite !

Nicolas Bérrar